

RCF AUBE

Journal local 23 septembre 2009, 8h30
2'53"

Présentatrice : Sybille Delaporte

SCRIPT

Présentatrice :

Dans l'actualité de ce jour, le projet de gazoduc de 300 km reliant l'Oise à la Haute-Marne en passant par Dierrey dans l'Aube, un projet de 700 millions d'euros. Le directeur du projet, Pierre-François Hugon, et le président de la Commission Particulière du Débat Public pour l'Arc, Patrick Legrand, nous en parleront en détail.

Lancement d'un débat Public hier à Troyes. En jeu le tracé de l'Arc de Dierrey. Un projet de gazoduc de 300 km reliant l'Oise à la Haute-Marne en passant par Dierrey dans l'Aube, une canalisation d'envergure pour un montant de 700 millions d'euros. Ce nouvel équipement pour la partie nord de la France devrait répondre à la diversification des approvisionnements.

Le directeur du projet, Pierre-François Hugon :

L'idée est d'amener davantage de souplesse dans le réseau pour pouvoir faire venir du gaz d'un peu partout dans le monde, notamment avec des projets de construction de nouveaux terminaux méthaniers ou d'extension d'arrivée du gaz belge.

GRTgaz a la nécessité d'adapter son réseau et donc de construire cet ouvrage qui fera 1,20 mètre de diamètre sur 300 km de long. On voit qu'avec cet ouvrage on est un peu plus serein quand le gaz qui vient de Russie par l'Ukraine n'arrive plus jusqu'à l'Est de la France pour des raisons politico-stratégiques.

Présentatrice :

C'est le premier débat public sur un tel équipement. La population est invitée à la construction de la décision. Patrick Legrand, président de la Commission Particulière du Débat Public pour l'Arc explique la pertinence d'une telle concertation.

Patrick Legrand, président de la Commission Particulière du Débat Public pour l'Arc :

C'est une concertation en amont, largement en amont du projet. Le maître d'ouvrage nous a dit tout à l'heure que le projet n'était pas décidé, donc il y a beaucoup de souplesse encore, ce qui explique que l'on travaille sur un fuseau et pas sur un tracé, ce qui veut dire que le fuseau lui-même d'ailleurs, ses limites ne sont pas vraiment, absolument, définitives. Les objets comme ça ne sont pas absolument techniques, même si la technique est formidable. C'est toujours des objets qu'on va appeler sociotechniques sur lesquels s'impliquent des sociétés, des enjeux économiques, des enjeux sociaux, des enjeux environnementaux, des enjeux de terrain.

Présentatrice :

Et déjà ce sont 19 réunions publiques dans les 5 départements concernés dans les 4 mois qui sont prévus. La première se tient le lundi 5 octobre à 18h30 à la salle polyvalente de Bar s/Seine et pour connaître toutes les autres dates rendez-vous sur la toile sur

www.debatpublic-arcwierrey-gaz.org